

RAPPORT DU GROUPE SOCIALISTE AU GRAND CONSEIL 2025

Lors de la période sous revue, de début mars 2025 à début février 2026, une détérioration budgétaire qui correspond à la fin de bénéfices extraordinaires conjoncturels dans les comptes a eu lieu. Cela a été nettement aggravé par la transposition par la droite de cette embellie conjoncturelle en une baisse d'impôts dramatiquement structurelle en 2024.

Cela conduit la majorité de droite à adopter une posture qui oscille entre bêtise et déconnexion et qui consiste à refuser toute dépense, de manière souvent dogmatique, indépendamment de toute considération sur l'effet réel ou supposé. Le budget 2026 en a fait les frais et un « plan d'économie », en réalité une attaque coordonnée visant à démanteler l'Etat, est en préparation par un groupe « d'expertes ». Nous pouvons légitimement craindre que le résultat découle sur de futures grandes batailles pour défendre la population et les prestations.

Après avoir voté tant de lois combattues, la plupart du temps victorieusement, par référendum, la majorité de droite continue de ne pas écouter un tant soit peu la minorité et les besoins de la population et d'attaquer toutes les prestations et leur qualité, afin de rendre justifiables toujours plus de cadeaux aux plus riches du canton, dont la fortune croit de manière exponentielle.

En attendant, une majorité de la commission des finances continue de refuser tout crédit supplémentaire (souvent une posture bête et méchante alors que l'argent est déjà dépensé), de rejeter toute augmentation dans les contrats de prestation (même de simples adaptations au coût de la vie) ou encore à refuser de subventionner des nouveautés (p. ex. le centre culturel Concorde) sans enlever à d'autres entités, au mépris ne serait-ce que de la croissance démographique.

Ainsi, pas le choix, nous devons lancer, signer et faire signer de nombreux référendums. Le travail sans relâche des militant-es et les victoires dans les urnes constituent un vrai soutien pour le groupe au Grand Conseil qui continue de travailler pour essayer d'en avoir le moins possible.

La newsletter « Actus du Grand Conseil » récapitule après chaque plénière, le vendredi soir encore, les points marquants de la session, de sorte qu'il ne semble pas nécessaire d'en refaire ici un résumé. Les camarades qui s'en occupent mois après mois, c'est-à-dire Grégoire Carasso, accompagné sur l'essentiel de la période par Diego Esteban qui est désormais remplacé par Sylvain Thévoz, en sont ici grandement remerciés. Parce que la raison d'être de cette newsletter est de vous tenir informé-es au plus proche de la session, n'hésitez pas à nous faire part de vos retours sur celle-ci !

Sur l'année, le groupe socialiste a été plutôt prolifique en termes d'objets parlementaires. Malgré la majorité de droite, le groupe parvient parfois à trouver suffisamment de voix pour faire passer certains de ses objets. Ce travail parlementaire a consisté en :

- **13 projets de loi** (2 acceptés, 1 refusé, 10 en cours de traitement) :
 - Encadrer strictement les demandes d'extraits de l'Office des poursuites lors des recrutements à l'Etat
 - Pour une contribution humanitaire d'urgence en faveur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
 - Pour un canton solidaire avec les familles, augmentons les allocations familiales
 - Pour permettre aux structures de coordination de l'accueil familial de jour et aux personnes pratiquant un tel accueil de bénéficier des prestations du service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ), qui intervient à ce jour exclusivement dans les structures d'accueil de la petite enfance

- Non à la ségrégation scolaire des enfants requérants d'asile
 - Ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 20 000 000 francs pour financer des investissements en matière de réduction des risques d'incendie pour les acteurs du recyclage
 - Abrogation de l'interdit pénal de la mendicité ensuite de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 19 janvier 2021 et de l'arrêt du Tribunal fédéral du 19 mars 2025
 - Protéger les membres du personnel du service public en cas de maladie ou d'accident
 - Touche pas à mes dimanches, pour une mise en œuvre de l'arrêté du Tribunal fédéral (*avec les Vert-e-s*)
 - Pour le libre choix du ou de la mandataire en procédure administrative
 - Fournir aux assuré-es un accès compréhensible, neutre et fiable à l'information relative à l'assurance-maladie, au moyen d'un dispositif numérique public
 - Pour réglementer la profession du courtage immobilier
 - Assurer des équipements publics et des surfaces pour les crèches et les écoles dans les nouveaux quartiers
- **11 motions** (4 acceptées, 7 en cours de traitement) :
 - Allocations familiales dans l'agriculture, il est temps de supprimer l'inégalité de traitement : pour chaque enfant une même allocation !
 - Permettre le retour du tram avant 2080 sur le pont du Mont-Blanc
 - Pour renommer la place de la Petite-Fusterie en place Ruth-Fayon
 - Ouverture d'une enquête indépendante sur le harcèlement sexuel dans les services des HUG et un renforcement du soutien aux victimes
 - Pour une journée annuelle de découverte des instruments de musique à destination de l'ensemble des élèves scolarisés dans le canton et l'extension du dispositif Orchestre en classe à l'ensemble des établissements du canton
 - Mieux gérer ses émotions à l'école : introduction de techniques validées scientifiquement dans les écoles primaires
 - Arrêtons de presser les enseignants : l'Etat doit reconnaître correctement les heures de travail effectuées
 - Les élèves ne sont pas des variables d'ajustement comptable
 - Pour des réseaux thermiques structurants au juste prix
 - L'Etat de Genève doit contribuer à renforcer l'éthique du négoce
 - En finir avec le racisme à l'hôpital
- **8 résolutions** (4 acceptées, 3 en cours de traitement, 1 retirée) :
 - Contre la ségrégation des élèves et pour des conditions d'apprentissage dignes et équitables
 - Pour la défense et la promotion de la Suisse comme centre mondial du multilatéralisme et de la diplomatie (résolution à l'AF)
 - Pour que (sur)vive l'étude du latin
 - L'UNIGE doit expliciter sa gestion ainsi que ses options stratégiques au sujet du conflit israélo-palestinien et revoir sa communication
 - Soutien aux producteurs locaux : pour des boissons 100% genevoises à l'Etat
 - Palestine. Demande urgente de regroupement familial : Genève peut, la Suisse doit agir (résolution à l'AF)
 - En finir avec le blocus illégal de Gaza : le DFAE doit protéger les citoyennes et citoyens suisses engagés dans la mission humanitaire « Global Sumud Flotilla »
 - Pour plus de prévention par les caisses maladie
- **58 questions** écrites
- **107 rapports** de commission (62 de majorité et 45 de minorité)